Aujourd'hui, à l'occasion de la Journée nationale de commémoration des femmes autochtones disparues et assassinées au Canada, le Conseil national des femmes de l'Assemblée des Premières Nations (APN) a émis la déclaration suivante, alors que plus de 177 vigiles de Sœurs par l'esprit ont lieu dans l'ensemble du pays. La présidente du Conseil des femmes de l'APN, Thérèse Villeneuve, a participé à la huitième vigile de Sœurs par l'esprit qui s'est déroulée aujourd'hui à Ottawa sur la Colline du Parlement.

Les membres du Conseil national des femmes de l'Assemblée des Premières Nations demeurent unis dans leur volonté d'honorer et de rendre hommage à leurs sœurs qui leur ont été enlevées et continuent de réclamer la justice et un soutien adéquat pour leurs familles.

Nous participons aux vigiles de Sœurs par l'esprit depuis huit ans – un grand nombre d'entre nous se rassemblent de cette façon depuis des décennies –, mais nos femmes et nos filles continuent d'être confrontées à une violence qui atteint des taux alarmants. Aujourd'hui, nous rendons hommage à celles qui nous ont été enlevées et manifestons des marques de respect et d'espoir envers leurs familles. Nous nous rassemblons pour rappeler à la population qu'il est urgent de protéger nos femmes et nos jeunes filles.

En dépit des preuves qui démontrent clairement la nécessité d'agir immédiatement, le Conseil national des femmes de l'APN est très déçu de l'attitude du gouvernement du Canada, qui persiste dans son refus de mettre sur pied une Commission d'enquête publique sur les femmes et jeunes filles disparues et assassinées. Récemment, le premier ministre Harper a rejeté les recommandations du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies qui préconisent l'élaboration d'un plan d'action national pour éradiquer la violence à l'encontre des femmes au Canada.

Le Conseil national des femmes de l'APN appelle le gouvernement du Canada à travailler en collaboration avec les femmes et les organisations autochtones à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan d'action national pour éradiquer la violence. Nous sommes prêtes à accomplir le travail difficile conduisant à l'instauration d'un changement. Nous ne resterons pas les bras croisés pendant que nos filles, nos sœurs, nos mères et nos tantes continuent d'être victimes d'actes de violence. Nous ne resterons pas silencieuses. Nous continuerons d'exercer des

pressions à tous les niveaux afin que la sécurité des femmes et des jeunes filles autochtones soit garantie dans ce pays.

4 octobre 2013. Ottawa, Canada.

Licence de l'article: Copyright - **Titulaire de la licence de l'article:** Assemblée des Premières Nations Sou
rce : AWID